

PREFECTURE DU GARD

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DU GARD

NÎMES, LE 13 OCT. 1998

Arrêté n° 98 / 2852 .

autorisant le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du MOYEN RHONY à prélever l'eau du captage de Mas d'Estier situé sur le territoire de la commune de CODOGNAN et à l'utiliser pour la consommation humaine.

***Le préfet du Gard,
chevalier de la Légion d'honneur,***

vu le code général des collectivités territoriales,
vu le code rural, notamment l'article 113,
vu le code de la santé publique, notamment les articles L1 et L2, L19 à L25-1,
vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique modifié,
vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L126-1, L123.8, R126-1 et R126-2,
vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964, modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992, modifiée, sur l'eau,
vu le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière (article 36 - 2ème) et le décret d'application modifié n° 55-1530 du 14 octobre 1955 (article 73),
vu le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964,
vu le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets n°90.330 du 10 avril 1990, n°91.257 du 7 mars 1991 et n°95.363 du 5 avril 1995,
vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
vu le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
vu le décret n° 94.841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine,
vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse adopté par le comité de bassin et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996,
vu l'arrêté du 29 mai 1997 relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine,
vu l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales,
vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1983 promulguant le règlement sanitaire départemental du Gard,
vu les arrêtés préfectoraux n° 91.02383 du 23 décembre 1991 et n° 94.01307 du 3 juin 1994 définissant le programme de contrôle des eaux destinées à la consommation humaine,

.../...

vu la délibération en date du 7 mars 1997,
vu le dossier de demande de déclaration d'utilité publique,
vu les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire,
vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 15 septembre 1998,,
vu l'avis de monsieur le directeur départemental de l'équipement,
vu l'avis de monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
vu l'avis de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
vu l'avis de monsieur le directeur départemental des routes,
vu l'avis de madame le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
vu l'avis du commissaire enquêteur du 6 juillet 1998,

considérant l'utilisation du captage du Mas d'Estier pour l'alimentation en eau potable du S.I.V.O.M. du Moyen Rhône,
sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

arrête :

article 1 : objet de l'arrêté

1.1/ Bénéficiaire

Le bénéficiaire des autorisations est le S.I.V.O.M. du Moyen Rhône.

1.2/ Ouvrages concernés

Dénomination : captage du Mas d'Estier, composé du forage F3 et du Puits de Garet.

Situation cadastrale : parcelles n° 6, 7 et 8, section AM de la commune de CODOGNAN.

Coordonnées géographiques des ouvrages de captage, quadrillage Lambert III :

Puits de Garet :	X = 751,97	Y = 3 159,83	Z = 15 m
Forage F3 :	X = 751,97	Y = 3 159,77	Z = 15 m

Aquifère exploité : le puits de Garet d'une profondeur de 20,30 m et le forage F3 d'une profondeur de 17,60 m exploitent l'eau contenue dans l'aquifère plioquatenaire de la Vistrenque.

Réseau de distribution desservi : S.I.V.O.M. du Moyen Rhône regroupant les communes de CODOGNAN, MUS et VERGEZE.

1.3/ Déclaration d'utilité publique, et autorisations

Le bénéficiaire est autorisé à prélever l'eau de l'aquifère et à l'utiliser pour la consommation humaine dans les conditions énoncées à l'article 2.

Les travaux nécessaires à la dérivation des eaux souterraines, et les acquisitions, de terrains et de servitudes, définies à l'article 3 ci-dessous, sont déclarés d'utilité publique.

Le bénéficiaire est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en application du Code de l'Expropriation, les terrains et les servitudes nécessaires pour la réalisation du projet. Les expropriations devront être accomplies dans un délai maximum de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubrique 1.1.0. de la nomenclature instaurée par le décret n° 93.743 du 29 mars 1993).

.../...

article 2 : conditions de l'autorisation

2.1/ Débit horaire et volume journalier autorisés

Le S.I.V.O.M. du Moyen Rhône est autorisé à pomper 150 m³/h et un volume journalier de 3 000 m³ sur l'ensemble des deux ouvrages.

2.2/ Traitements

Toutes les eaux prélevées seront désinfectées pour permettre d'obtenir en permanence une eau conforme aux normes, le système de désinfection utilisera le bioxyde de chlore.

2.3/ Surveillance

Conformément à l'article 12 de la loi sur l'eau, le pétitionnaire devra équiper les ouvrages d'un dispositif de comptage sur chaque ouvrage permettant de connaître à tout moment les volumes d'eau prélevés. Les enregistrements ou à défaut les valeurs relevées au moins une fois par mois, seront conservés trois ans et tenus à disposition de l'autorité administrative, et des personnes morales de droit public.

La qualité de l'eau sera contrôlée par des prélèvements périodiques conformément aux dispositions du décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, et de l'arrêté préfectoral n° 94.013.07 du 3 juin 1994.

Les dispositions suivantes seront prises pour permettre les prélèvements et le contrôle des installations :

- * la canalisation de refoulement de chaque forage et du puits devra être équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute ;
- * la canalisation de refoulement devra être équipée d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute avant traitement ;
- * les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique ou de la loi sur l'eau, et ceux du laboratoire agréé, auront constamment libre accès aux installations ;
- * l'exploitant, responsable des installations, est tenu de laisser à disposition des agents de l'Etat chargés du contrôle, le registre d'exploitation.

2.4/ Préservation des droits des tiers

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par les travaux, le bénéficiaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront définies par le service chargé de la police des eaux.

Il aura d'une manière générale à indemniser les tiers pour les servitudes afférentes à la protection de l'ouvrage, ou pour les conséquences dommageables de son exploitation.

article 3 : périmètres de protection

3.1/ Périmètre de protection immédiate

3.1.1. Définition

Le périmètre de protection immédiate est constitué par la totalité des parcelles n° 6,7 et 8, section AM du plan cadastral de la commune de CODOGNAN.

3.1.2. Réglementation

Ces parcelles seront maintenues propres, régulièrement nettoyées et débroussaillées.

.../...

Tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des deux ouvrages de captage y seront interdits.

Le périmètre sera entouré d'une clôture.

3.2/ Périmètre de protection rapprochée

3.2.1. Définition

Il s'étend sur 200 à 250 m en amont du captage et sur 60 à 150 m en aval. Il se situe sur les commune d'AIGUES VIVES et de CODOGNAN.

Il est défini sur le plan joint en annexe 3.

3.2.2. Réglementation

3.2.2.1. Interdictions :

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de fumiers, de produits radio-actifs et de tous les produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières et de gravières ;
- la construction d'installations d'épuration d'eaux usées domestiques ou industrielles ;
- le stockage de tous produits ou substances reconnus toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis de cultures ;
- l'épandage de boues de station d'épuration et matières de vidange ;
- l'épandage ou l'infiltration des eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;
- le parage des animaux ;
- l'implantation de canalisation d'hydrocarbures liquides, ou de tous autres produits liquides reconnus toxiques ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides, qu'elles soient ou non déjà soumises aux formalités réglementaires de déclaration ou autorisation en application en vigueur et que ces stockages soient prévus enterrés, à l'air libre, ou à l'intérieur d'un bâtiment ;
- l'implantation ou la construction de manufactures, ateliers, usines, magasins, chantiers et de tous établissements industriels, commerciaux ou agricoles, qu'ils relèvent ou non de la législation sur les établissements classés.

3.2.2.2. Réglementations :

- L'utilisation des engrais respectera strictement le code des bonnes pratiques agricoles.
- L'utilisation des pesticides sera soumise aux règles suivantes :
 - * Les exploitants agricoles concernés devront déclarer au S.I.V.O.M. du Moyen Rhône les produits, leurs dosages, le numéro des parcelles concernées et la date de l'épandage.
 - * Le S.I.V.O.M. tiendra un registre de ces déclarations et alertera les autorités compétentes, si le code des bonnes pratiques agricoles n'est pas respecté.
- L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux usées d'origine industrielle ou domestique qu'elles soient brutes ou épurées se fera dans les conditions suivantes :
 - * les canalisations sous pression seront placées dans un caniveau
 - * elles devront faire l'objet d'une vérification annuelle de leur étanchéité.
- Les modifications ou la construction de voies de communication se feront dans les conditions suivantes :
 - * Les chaussées et accotements seront étanches.
 - * L'évacuation des eaux de ruissellement se fera à l'extérieur du périmètre de protection rapprochée.
 - * L'étanchéité de ces fossés devra être vérifiée annuellement.
- L'exécution de puits ou de forages autres que ceux nécessaires au renforcement de l'adduction d'eau potable du syndicat devra respecter les conditions suivantes :
 - * respect de l'article 10 du règlement sanitaire départemental,
 - * déclaration en mairie de tout nouvel ouvrage,
 - * le syndicat devra tenir un registre de ces nouveaux ouvrages et assurera une inspection annuelle de ces derniers.

3.3/ Périmètre de protection éloignée

3.3.1. Définition

Il s'étend sur les communes de CODOGNAN et d'AIGUES VIVES, comme défini sur le plan joint en annexe 1.

3.3.2. Réglementation

Toutes les réglementations en vigueur en matière de protection de l'environnement seront à appliquer et à respecter de façon très stricte tant pour l'assainissement que pour les stockages ou épandages de produits polluants pouvant être véhiculés ou lessivés par les eaux superficielles, et d'une manière générale pour toutes les activités interdites dans le périmètre de protection rapprochée.

article 4 : durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le champ captant reste en exploitation dans les conditions fixées par celui-ci, et qu'il ne sera pas modifié.

article 5 : notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au bénéficiaire, en vue :

- de sa mise en oeuvre ;
- de la mise à disposition du public de l'arrêté, par affichage en les mairies concernées par l'enquête publique, pendant une durée d'un mois ;
- de son insertion dans les plans d'occupation des sols de CODOGNAN et d'AIGUES VIVES dont les mises à jour doivent être effectuées dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté valant mise en demeure de monsieur le préfet ;
- de sa publicité dans deux journaux locaux ou régionaux ;
- de sa notification individuelle aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée ;
- de sa publication à la conservation des hypothèques dans un délai de 3 mois.

article 6 : le secrétaire général de la préfecture, le président du S.I.V.O.M. du Moyen Rhôny, le maire d'AIGUES VIVES, le maire de CODOGNAN, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet,
et par délégation,
L'Attaché Principal, Chef de bureau

Agnès BREFORT

Le préfet,

~~Pour le Préfet,~~
Le Secrétaire Général.

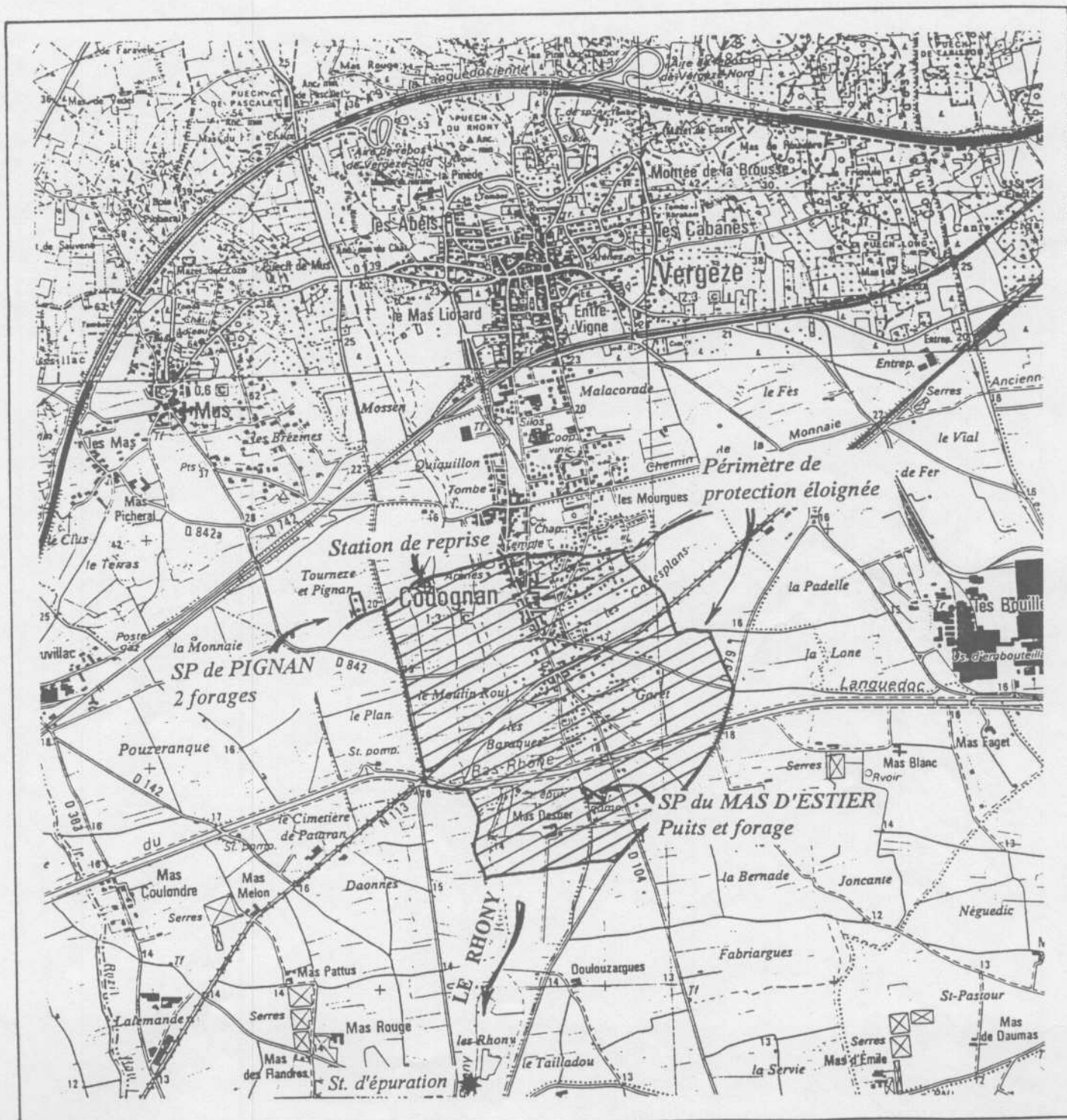
Frédéric PIERRET

Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif (6 rue Pitot - 34063 MONTPELLIER Cédex 2) d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification.

ANNEXE 1

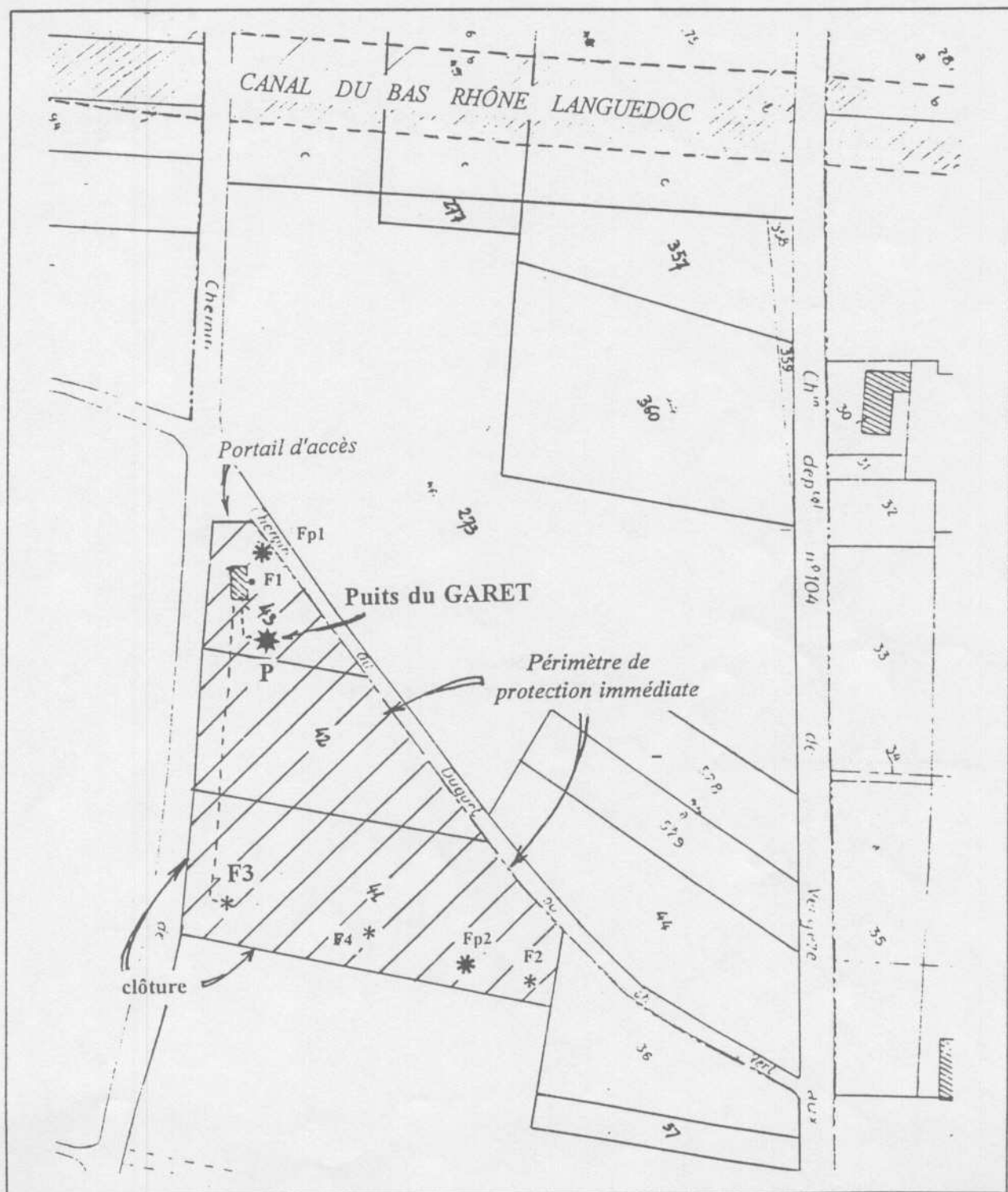
Feuilles de Vergèze, n° 2842 Est
et de Vauvert, n° 2843 Est

Echelle : 1 / 25 000°



PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE ET LOCALISATION DES OUVRAGES

Section B, Feuille n° 1, échelle : 1/1250
ramenée à 1/1500



ANNEXE 3

SITUATION CADASTRALE
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Echelle : 1 / 2 500

